canaux ainsi faits à travers le terrain de quelque propriétaire voisin, alors tel propriétaire ou occupant de tel terrain, sera ensuite obligé de nettoyer et entretenir tels fossés et canaux, en sorte que l'eau ne s'y arrête point ou ne croupisse point sur le chemin, mais qu'elle ait un cours libre, et en cas de négligence ou refus de les nettoyer et entretenir ainsi, en étant dûment requis par un ordre des dits Syndics ou de deux de ceux nommés pour surveiller aux améliorations et réparations du Chemin, alors leur Inspecteur aura pouvoir de les faire nettoyer, et d'en lever les frais sur le propriétaire ou occupant de tels terrains, sur la plainte faite devant deux des Juges à Paix pour le District.

XX. Et pour parvenir à améliorer et réparer le dit Chemin avec plus d'efficacité et de célérité, qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, qu'il sera et pourra être loisible aux Syndics, ou à trois ou plus d'entr'eux, à une Assemblée convoquée à cet effet, d'emprunter aucune somme ou sommes d'argent n'excédant point en tout Livres courant, à un intérêt n'excédant point six livres par cent, par année, lesquelles sommes seront employées à faire et réparer le dit Chemin, et lorsque la somme ou les sommes ainsi empruntées auront été payées à même les Taux et Péages accordés par cet Acte, alors les dits Syndics, ou le même nombre d'entr'eux à une autre assemblée comme susdit, sont par le présent autorisés d'emprunter une autre somme d'argent égale à celle par eux ainsi payée, et toute et chaque somme d'argent ainsi empruntée, sera entrée dans un livre qui sera tenu par le Trésorier et Greffier des dits Syndics, et l'emprunt de tels argens donnera jusqu'au remboursement d'iceux, avec les intérêts qui seront dus, un privilège exclusif sur les péages et taux susdits, par préférence à toute autre charge à l'exception des allouances ou considérations faites au Trésorier et Greffier, aux Collecteurs, à l'Inspecteur, et pour les frais de poursuites pour contravention à cet Acte.

XXI. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que trois ou plus des dits Syndics, à une Assemblée convoquée à cet effet, sont par le présent autorisés, après une année d'expérience de la collection des péages, de louer, de tems à autre, par encan public, les dit péages et taux s'ils le jugent convenable, durant la continuation de cet Acte, par bail pour un terme n'excédant point trois années, pour la plus forte rente qu'ils en pourront obtenir, à telle personne ou personnes qui donneront bonne et suffisante caution pour le paiement d'icelle, ainsi qu'il sera approuvé par les Syndics ci-dessus mentionnés ; Pourvu tou-